



HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°74-2021-296

PUBLIÉ LE 23 DÉCEMBRE 2021

Sommaire

Préfecture - cabinet /

74-2021-12-22-00004 - Arrêté n°2021-CAB-BSI-290 portant diverses mesures d'interdiction :??-du vendredi 24 décembre 2021 au samedi 25 décembre 2021 ??-du vendredi 31 décembre 2021 au samedi 1er janvier 2022 (2 pages)

Page 3

Préfecture - cabinet

74-2021-12-22-00004

Arrêté n°2021-CAB-BSI-290 portant diverses
mesures d interdiction :

-du vendredi 24 décembre 2021 au samedi 25
décembre 2021

-du vendredi 31 décembre 2021 au samedi 1er
janvier 2022



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du cabinet
Service des Sécurités
Bureau de la sécurité intérieure
Pôle Gestion de crise et ordre public**

Le préfet de la Haute-Savoie
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Annecy, le mardi 21 décembre 2021

Arrêté n°2021-CAB-BSI-290 portant diverses mesures d'interdiction :
→ du vendredi 24 décembre 2021 au samedi 25 décembre 2021
→ du vendredi 31 décembre 2021 au samedi 1^{er} janvier 2022

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2215-1 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code pénal, notamment l'article 322-11-1 2° et R.610-5 ;

VU le code pénal, notamment l'article R 610-5 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU l'arrêté du 1er juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs.

CONSIDÉRANT que du vendredi 24 décembre 2021 au samedi 25 décembre 2021 et du vendredi 31 décembre 2021 au samedi 1er janvier 2022, des rassemblements de personnes sont susceptibles de se produire sur la voie publique, et notamment dans les communes d'Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Bons-en-Chablais, La Clusaz, Cluses, Chamonix, Cranves-Sales, Cruseilles, Douvaine, Etrembières, Evian-les-Bains, Gaillard, le Grand-Bornand, Marignier, Marnaz, Megève, Morzine-Avoriaz, Publier, La Roche-sur-Foron, Reignier, Rumilly, Saint-Cergues, Saint-Gervais, Saint-Jeoire, Saint-Julien en Genevois, Sallanches, Scionzier, Thonon-les-Bains, Thyez, Valleiry, Ville-la-Grand, Viry et Viuz-en-Sallaz

CONSIDÉRANT le risque d'une recrudescence de l'utilisation par des individus isolés ou en réunion d'artifices de divertissement et le risque d'incendies qui pourraient être provoqués contre des biens, en particulier des véhicules et des biens publics ;

CONSIDÉRANT que depuis le 15 décembre 2021, la nouvelle posture du plan VIGIPIRATE est maintenue au niveau « Sécurité renforcée – Risque attentat » ;

CONSIDERANT que toutes les mesures doivent être prises pour prévenir la destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive, d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes ;

CONSIDERANT que l'utilisation d'articles pyrotechniques sur l'espace public sans autorisation, notamment en cas de grands rassemblements, est susceptible d'occasionner de graves blessures ainsi qu'un risque de panique eu égard au contexte de menace terroriste persistant sur le territoire national ;

CONSIDERANT qu'il revient au représentant de l'Etat dans le département de prescrire toutes mesures afin de prévenir les troubles à l'ordre public qu'occasionnerait l'usage inconsidéré ou malintentionné de certains artifices

SUR proposition de Madame la directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1 – Du vendredi 24 décembre 2021 à 12h00 au samedi 25 décembre 2021 à 8h00; et du vendredi 31 décembre 2021 à 12h00 au samedi 1^{er} janvier 2022 à 8h00, sont interdits :

– la détention et l'usage de fumigènes, pétards ou feux d'artifice sur la voie publique, à l'exception des personnes majeures titulaires de l'agrément préfectoral prévu à l'article 5 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 ou du certificat de qualification F4 T2 niveaux 1 ou 2 ;

– la distribution, la vente et l'achat de carburant à emporter en bidon ou autre récipient transportable ;

Les gérants de station service, notamment celles disposant d'appareils ou de pompes automatisés de distribution d'essence, devront s'assurer du respect de cette prescription.

Les interdictions s'appliquent aux communes d'Annecy, Annemasse, Anthy-sur-Léman, Bonneville, Bons-en-Chablais, La Clusaz, Cluses, Chamonix, Cranves-Sales, Cruseilles, Douvaine, Etrembières, Evian-les-Bains, Gaillard, le Grand-Bornand, Marignier, Marnaz, Megève, Morzine-Avoriaz, Publier, La Roche-sur-Foron, Reignier, Rumilly, Saint-Cergues, Saint-Gervais, Saint-Jeoire, Saint-Julien-en-Genevois, Sallanches, Scionzier, Thonon-les-Bains, Thyez, Valleiry, Ville-la-Grand, Viry et Viuz-en-Sallaz

Article 2 – Le non-respect des dispositions prévues à l'article 1 est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 1^{ère} classe.

Article 3 – Mme la directrice de cabinet, Messieurs les sous-préfets d'arrondissements, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,


Thomas FAUCONNIER

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa notification :

– d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Haute-Savoie, ou hiérarchique auprès de monsieur le ministre de l'Intérieur);

– d'un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Grenoble. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du second mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du second mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique) Le recours devant la juridiction administrative peut être formé par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.